

GUY DEGRENNE S.A.

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 15 808 224 Euros
Siège social : rue Guy Degrenne - 14500 VIRE
R.C.S. CAEN 342 100120

Rapport d'activité semestriel **Comptes intermédiaires au 30 septembre 2011**

Organes de Direction et de Contrôle

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Christian HAAS
Président du Conseil de Surveillance

Bruno MONTMERLE
Vice-président du Conseil de Surveillance

COMIR, représentée par Charles BAUR
Membre du Conseil de Surveillance

Philippe CHOPPIN DE JANVRY
Membre du Conseil de Surveillance

Jean-Claude LAMBERT
Membre du Conseil de Surveillance

COMPAGNIE DU BOIS SAUVAGE, représentée
par Laurent PUISSANT
Membre du Conseil de Surveillance

SOPARCIF, représentée par Jean-David HAAS
Membre du Conseil de Surveillance

COMITE D'AUDIT

Philippe CHOPPIN DE JANVRY
Président du Comité d'Audit

Christian HAAS
Membre du Comité d'Audit

SOPARCIF, représentée par Jean-David HAAS
Membre du Conseil d'Audit

COMITE DES REMUNERATIONS

Bruno MONTMERLE
Président du Comité des Rémunérations

Christian HAAS
Membre du Comité des Rémunérations

DIRECTOIRE

Thierry VILLOTTE
Membre et Président du Directoire

Stéphane ZANCHET
Membre du Directoire

COMITE DE DIRECTION

Thierry VILLOTTE
Membre et Président du Directoire

Stéphane ZANCHET
Membre du Directoire

Stéphane de BERGEN
Marketing Produits

Bénédicte GUILLO
Achats & Sourcing

Philippe LASSAUX
Secrétariat Général

Sylvie MASSAS
Retail & GMS France

Christine POURCELOT
Marketing Opérationnel

Antoine de REMUR
CHR & International

Philippe RENELLEAU
Industrie Vire

COMMISSAIRES AUX COMPTES

PTBG
Représentée par Alain PREEL

KPMG
Représentée par Jean-Marc DISCOURS

Rapport semestriel d'activité

1. Commentaires sur l'activité

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2011 ressort en hausse de 3.2% à 40.0M€.

en M€	2010 6 mois	variation	2011 6 mois
Arts de la Table	26,0	-0,2%	25,9
Industrie	12,7	10,5%	14,1
Total consolidé	38,7	3,2%	40,0

1.1 Arts de la Table

Malgré un environnement économique qui s'est fortement tendu, l'activité arts de la table a enregistré des performances stables. La présentation de nouveaux produits et la signature de nouveaux contrats ont permis d'enregistrer, par ailleurs, une légère croissance sur le mois d'octobre.

Au cours du premier semestre, l'activité de commerce spécialisé en France, en croissance de 2.1%, a été principalement marquée par une progression, à périmètre comparable, des boutiques et des concessions en grands magasins. Par contre, les magasins d'usine ressortent en baisse après plusieurs années de progression continue. En outre le travail de fonds réalisés avec les détaillants se traduit un redressement progressif des chiffres d'affaires, qui restent toutefois en baisse sur le semestre. La montée en puissance de la franchise (dont les ventes consommateurs représentent 1.5 M€ de ventes, soit le double des ventes enregistrées l'année précédente) et la mise en place d'un site marchand permettent ainsi à la division de ressortir en progression.

En GMS, le chiffre d'affaires est en régression de 4.6%, compte tenu du lancement tardif fin octobre, de la nouvelle collection Harmonie Paris par l'une des principales enseignes du secteur.

Le CHR & International subit un léger ralentissement de son activité sur le premier semestre (-1.4%), par ailleurs perceptible auprès de l'ensemble des acteurs du marché. Le retail à l'international poursuit néanmoins ses actions de développement de points de vente en master franchise et en distribution sélective (7 ouvertures confirmées au titre de l'exercice à la date d'arrêté des comptes intermédiaires).

1.2 Industrie

Après un exercice en forte progression, l'activité industrielle continue d'enregistrer une solide progression (10.5%).

2. Contexte d'arrêté des comptes intermédiaires

- Le Directoire, le Comité d'Audit et le Conseil de Surveillance ont apprécié l'environnement de marché (économique et financier) tendu auquel Guy Degrenne est confronté, sans que cet environnement ne permette, à la date d'arrêté des comptes intermédiaires, de remettre en cause de manière certaine les projections et les évaluations réalisées au titre de l'arrêté au 31 mars 2011.

En effet, le groupe Guy Degrenne affiche, au cours du premier semestre de l'exercice, des progrès par rapport à la même période un an plus tôt (chiffre d'affaires, marge). Il dispose aussi désormais d'atouts supplémentaires pour aborder l'avenir. Ces atouts constituent des améliorateurs structurels (e-commerce, contrats pluriannuels de fournitures pour des grands comptes CHR).

Conformément à la norme IAS 36 (« Dépréciation d'Actifs »), des tests de valorisation sont pratiqués pour les actifs immobilisés (y compris les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement) dès l'apparition d'indices de perte de valeur, examinés à chaque clôture et au moins une fois par an pour les Goodwills et la marque. Compte tenu de la forte saisonnalité de l'activité du groupe, les indices de perte de valeur ne peuvent être analysés qu'au regard de l'activité de l'ensemble de l'exercice.

En effet, et malgré un environnement de marché tendu, le poids des activités du second semestre de l'exercice, conjugué à l'apparition d'améliorateurs structurels générés préalablement à la clôture des comptes intermédiaires au 30 septembre 2011, ne permet pas d'établir que les événements économiques et financiers actuels, sont ou seront significatifs et représentatifs de l'activité du groupe.

Dans ces conditions, aucun test de valeur n'est réalisé à l'occasion des arrêts de situations intermédiaires.

- Le groupe a continué d'afficher des progrès opérationnels structurels (chiffre d'affaires, marges). L'évolution du gearing sur le premier semestre est conforme à la saisonnalité du groupe. Il n'existe aucun événement de type trigger event ou covenant susceptible de remettre en cause la poursuite des contrats de prêt bancaire moyen terme souscrits par le groupe. Aucune ligne bancaire court terme n'a pas ailleurs été dénoncée à la date de clôture des comptes intermédiaires au 30 septembre 2011.

Par conséquent, les comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2011 ont été établis suivant le principe de la continuité d'exploitation.

- Les méthodes comptables appliquées par le groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011.

3. Explications sur les comptes

Le résultat opérationnel, avant prise en compte d'un litige commercial, ressort en perte de 1.74 M€, contre une perte de 1.58 M€ un an plus tôt. Au cours de l'exercice précédent, le groupe avait enregistré des surcoûts sur ces achats en devises et sur ces achats d'innox, compensés en partie par un résultat de couverture de 0.28 M€, comptabilisé en résultat financier. Une quote-part de ces surcoûts était incorporée dans la valeur des stocks, au 30 septembre 2010, puis au 31 mars 2011.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2011/12, ces surcoûts ont été constatés en résultat en fonction de l'écoulement des stocks. A l'inverse, le groupe a bénéficié de baisse de coûts au cours de la période, en grande partie incorporés dans la valeur des stocks au 30 septembre, expliquant en partie la baisse des stocks au bilan. Ces gains ressortiront en grande partie au cours du deuxième semestre de l'exercice.

Le groupe a été condamné dans le cadre d'un litige commercial, à un montant de 0,45 M€, comme indiqué au paragraphe 4.2.

Le coût de la dette est stable par rapport à l'exercice précédent, à 0,55 M€.

Le résultat financier enregistre en outre un écart de conversion au titre d'une dette bancaire contractée en Euros dans la filiale hongroise. Le brutal décrochage du forint à fin septembre se traduit à la fois par un écart de conversion représentant une charge de 0.2 M€ portée en résultat, ainsi que par un produit de 0.2 M€ porté directement en capitaux propres. Economiquement, le brutal décrochage du forint se traduit par un gain de compétitivité de l'usine hongroise du groupe.

4. Risques

4.1 Risque de liquidité

Au 30 septembre 2011, la liquidité du groupe Guy Degrenne peut être approchée par les agrégats suivants :

En M€	Au 30 septembre 2011				Au 30 septembre 2010				Au 31 mars 2011			
	Total	Dont MT à plus d'un an	Dont MT à moins d'un an	Découvert bancaire	Total	Dont MT à plus d'un an	Dont MT à moins d'un an	Découvert bancaire	Total	Dont MT à plus d'un an	Dont MT à moins d'un an	Découvert bancaire
Dettes Financières	26,3	9,6	4,1	12,6	23,8	13,2	1,6	9,0	23,5	11,1	3,1	9,3
- Trésorerie	1,0				0,9				0,9			
= Dettes Nettes	25,3				22,9				22,6			
MBA	- 0,4				0,8				2,4			
Flux Trésorerie Exploitation	- 0,9				- 0,3				1,7			

Au 30 septembre 2011, 52.46 % (contre 60.42 % au 31 mars 2011) des dettes financières sont des dettes à moyen terme, pour 47.53% (contre 39.58% au 31 mars 2011) de dettes à court terme. Ces lignes court terme ont fait l'objet d'un renouvellement semestriel ou annuel après examen par les comités de crédit de chaque banque.

Toutefois conformément à l'article 60 de la loi bancaire, ces crédits peuvent être dénoncés par les banquiers sous réserve d'un préavis de 60 jours Les contrats de crédit attachés à ces dettes à court terme ne comportent aucune clause de remboursement anticipée fondée sur des ratios financiers (covenants) mais sont garantis par des nantissements sur titres ou sur fonds de commerce. Pour plus d'informations, se reporter au paragraphe 3.5.1.

Le crédit moyen terme en pool de 10 M€, mis en place avec les trois principaux banquiers du groupe (LCL, CIC et Société Générale), à la clôture de l'exercice au 31 mars 2010, comprend les principales dispositions suivantes :

- Montant : 10M€
- Durée : 5 ans
- Garanties : nantissement sur la marque et caution OSEO
- Agent : Société Générale
- Taux : Euribor 3 mois + 1.75%

- Coût de la caution OSEO : 1%
- Covenant :
 - Le ratio défini ci-dessous doit être inférieur ou égal à 1 ;
 - Ratio Dettes financières nettes consolidées / Situation nette comptable consolidée de l'emprunteur ;
 - Dettes financières nettes consolidées = dettes à moyen et long terme contractées auprès des banques et autres créanciers, hors obligations convertibles souscrites par les associés de l'emprunteur, ainsi que les découverts bancaires, l'affacturage, les cessions Dailly et les effets escomptés non échus – le montant des disponibilités et placements financiers ;
 - Situation nette comptable consolidée = capitaux propres augmentés des émissions d'ORA, écarts de conversion passifs – non-valeurs (frais d'établissement, charges à répartir sur plusieurs exercices, prime de remboursement des obligations), écarts de conversion actif, dividendes versés ;
- Au 30 septembre 2011, le ratio ci-dessus s'établit à 0.60.

4.2 Risques juridiques

Il est rappelé les principaux contentieux suivants :

- Contentieux opposant la société Guy Degrenne à Monsieur Patrick ROURE, devant le Conseil de prud'hommes et devant le tribunal de commerce. Monsieur Patrick ROURE a assigné la société Guy Degrenne S.A. pour rupture abusive de son contrat de travail et pour révocation abusive de son mandat de Président de Directoire, en 2008. Monsieur Patrick ROURE demande réparation de son préjudice qu'il estime en totalité à 2,6M€. Si la chambre sociale de la Cour d'Appel a débouté Monsieur Patrick ROURE de l'ensemble de ses demandes, le Tribunal de Commerce a cependant donné droit à une partie de ses demandes (590k€). Compte tenu des fondements retenus par le Tribunal de Commerce, d'une part, et des éléments pertinents justifiant la révocation de Monsieur Patrick ROURE, d'autre part, Guy Degrenne a fait appel de la décision ;
- Contentieux opposant la société Guy Degrenne à la société SARYA, devant le Tribunal de Commerce. La société SARYA a assigné la société Guy Degrenne S.A. pour rupture abusive de son contrat d'agent commercial en 2008. La société SARYA demande réparation de son préjudice qu'elle estime à 835 k€. Le tribunal de commerce de Paris a condamné la société Distribution Guy Degrenne à verser la somme de 550 k€ à la société SARYA au titre de l'indemnité de rupture et à condamner la société SARYA à verser à la société Distribution Guy Degrenne la somme de 100 k€ pour non respect de son obligation de non concurrence, soit une charge nette pour Distribution Guy Degrenne de 450k€. Distribution Guy Degrenne a interjeté appel de cette décision.
- Contentieux opposant la société Guy Degrenne à la société SCHOTT ZWIESEL, devant le Tribunal de Commerce. La société SCHOTT ZWIESEL demande le paiement de factures commerciales pour un montant de 390 k€ plus les intérêts de retard (d'ores et déjà comptabilisées dans les comptes consolidés des exercices 2009 et 2010), mais dont Guy Degrenne conteste le règlement. Guy Degrenne a par ailleurs déposé une demande reconventionnelle de rupture abusive des relations commerciales, et demande le paiement de dommages-intérêts de 1 286 k€ ;
- Plainte pénale déposée par la société Guy Degrenne visant des délits d'abus de biens sociaux, d'abus de confiance, de vols de données personnelles et de recel, visant un ancien dirigeant et un ancien agent commercial du groupe ;
- Plainte pénale contre X déposée par la société Guy Degrenne visant les délits d'abus de confiance, de faux et usage de faux ;
- Plainte pénale contre X déposée par la société Guy Degrenne visant les délits d'accès frauduleux dans un système de traitement automatisé de données.

Comptes consolidés intermédiaires

1	Etats financiers.....	9
1.1	BILAN	9
1.1.1	ACTIF	9
1.1.2	TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	9
1.1.3	COMPTE DE RESULTAT.....	10
1.1.4	ÉTAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	10
1.1.5	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE.....	11
1.1.6	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	12
2	Principes et méthodes de consolidation.....	13
2.1	CONTEXTE D'ARRETE DES COMPTES INTERMEDIAIRES	13
2.2	NOUVELLES NORMES PUBLIEES NON ENCORE ENTREES EN VIGUEUR OU NON APPLIQUEES PAR ANTICIPATION :	13
2.3	TAUX DE DEVISES RETENUS POUR L'EXERCICE 2010-2011 ET POUR L'EXERCICE 2011-2012 :	14
3	Notes aux annexes des comptes consolidés	15
3.1	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	15
3.2	ACTIF IMMOBILISE.....	16
3.2.1	<i>Actifs incorporels</i>	16
3.2.2	<i>Actifs corporels</i>	18
3.2.3	<i>Investissements financiers</i>	18
3.2.4	<i>Titres mis en équivalence</i>	19
3.2.5	<i>Immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement</i>	19
3.2.6	<i>Synthèse de l'actif non courant à la clôture (hors impôts différés actifs)</i>	19
3.2.7	<i>Principales acquisitions et cessions sur l'actif immobilisé</i>	19
3.3	ANALYSE DES CAPITAUX PROPRES.....	20
3.3.1	<i>Composition du capital social</i>	20
3.3.2	<i>Gestion des capitaux propres</i>	20
3.3.3	<i>Evolution du capital social</i>	20
3.3.4	<i>Nombre d'actions utilisées pour le calcul du résultat par action</i>	20
3.3.5	<i>Actions propres</i>	21
3.4	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES.....	21
3.4.1	<i>Droit individuel à la formation</i>	21
3.4.2	<i>Provision pour engagement au personnel:</i>	22
3.5	ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	23
3.5.1	<i>Ventilation par nature et catégorie</i>	23
	• <i>Détail du poste Trésorerie et équivalents</i>	24
	• <i>Détail des Instruments financiers</i>	24
	• <i>Détail du poste Passifs financiers courants et non courants :</i>	24
3.5.2	<i>Ventilation par échéance</i>	25
3.5.3	<i>Ventilation par devise</i>	25
3.5.4	<i>Ventilation des passifs financiers courants et non courants par zone géographique:</i>	26
3.6	AUTRES VARIATIONS DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS	26
3.6.1	<i>Stocks</i>	26
3.6.2	<i>Créances et dettes courantes ou non courantes nettes</i>	26
3.6.3	<i>Variation de la dépréciation sur créances courantes</i>	26
3.7	ANALYSE DES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	27
3.7.1	<i>Détail des produits financiers</i>	27
3.7.2	<i>Détail du coût de l'endettement brut</i>	27
3.7.3	<i>Détail des autres produits financiers et des autres charges financières</i>	27
3.8	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	28
3.9	IMPOT SUR LES RESULTATS.	28

3.9.1	<i>Impôts exigibles</i>	28
3.9.2	<i>Impôts différés</i>	29
3.10	ENGAGEMENTS HORS BILAN	30
3.10.1	<i>Avals, cautions et garanties données</i>	30
3.10.2	<i>Nantissements d'actifs</i>	30
3.10.3	<i>Cessions Dailly et affacturage</i>	30
3.11	RISQUES.....	31
3.11.1	<i>Risques de liquidité</i>	31
3.11.2	<i>Risques juridiques</i>	32
3.12	PARTIES LIEES	32
3.13	INFORMATION SECTORIELLE	33
3.13.1	<i>Segment primaire</i>	33
3.13.2	<i>Segment secondaire</i>	34

1 ETATS FINANCIERS

1.1 Bilan

1.1.1 Actif

en k€	Cf. §	septembre-11	septembre-10	mars-11
ACTIF NON COURANT		50 473	50 522	51 063
Goodwill	3.2.1	2 341	2 341	2 341
Immobilisations incorporelles	3.2.1	35 060	33 933	35 148
Immobilisations corporelles	3.2.2	11 678	13 024	12 231
Actifs financiers	3.2.3	618	544	620
Titres mis en équivalence	3.2.4	571	449	515
Autres actifs d'impôts exigibles non courants				
Impôts différés - Actif	3.9.2	205	231	207
ACTIF COURANT		40 208	41 383	38 949
Stocks	3.6	24 225	25 363	22 787
Créances commerciales	3.5	11 185	10 799	11 540
Autres actifs courants	3.5	3 639	3 431	3 548
Actifs d'impôts exigibles courants	3.5		807	
Trésorerie et équivalents	3.5	997	945	878
Instruments financiers Actif	3.5	162	38	196
ACTIF DESTINES A ETRE CEDES OU ABANDONNES				
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés				
TOTAL ACTIF		90 681	91 905	90 011

1.1.2 Total passifs et capitaux propres

en k€	Cf §	Septembre 2011	Septembre 2010	Mars 2011
CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)		42 475	46 697	46 221
Capital social	3.3.1	15 808	15 632	15 744
Primes de fusion		30 414	30 414	30 414
Réserves groupe		-611	2 815	2 712
Résultat part du groupe		-3 135	-2 164	-2 649
INTERETS MINORITAIRES		1	-4	1
Intérêts minoritaires		1	-4	1
CAPITAUX PROPRES		42 476	46 693	46 222
PASSIFS NON COURANTS		11 592	15 288	13 039
Passifs d'impôts différés	3.9.2	138	184	136
Provisions non courantes	3.4	1 587	1 530	1 518
Passifs financiers non courants	3.5	9 646	13 256	11 116
Autres passifs non courant	3.5	220	318	269
PASSIFS COURANTS		36 613	29 925	30 750
Passifs financiers courants	3.5	16 639	10 603	12 399
Instruments financiers passifs	3.5	458	55	108
Provisions courantes	3.4	316	345	385
Dettes Commerciales	3.5	9 974	9 859	8 365
Passifs d'impôt exigible courants	3.5.1	0	0	0
Autres passifs courants	3.5.1	9 225	9 063	9 493
PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES OU ABANDONNES		0	0	0
Passifs destinés à être cédés ou abandonnés		0	0	0
TOTAL PASSIFS		48 205	45 212	43 789
		0	0	0
TOTAL BILAN		90 681	91 905	90 011

1.1.3 *Compte de résultat*

en k€	septembre-11		septembre-10	mars-11
	Cf. §	Résultat	Résultat	Résultat
Chiffre d'affaires		39 932	38 707	86 503
Autres produits de l'activité		445	325	695
Produits opérationnels		40 376	39 032	87 198
Achats de l'exercice		-18 166	-17 911	-35 024
Variation des stocks et production stockée		1 710	2 048	-433
Charges de personnel		-14 064	-13 422	-28 602
Autres charges d'exploitation		-8 606	-8 039	-17 712
Impôts et taxes		-831	-810	-1 663
Dotations aux dépréciations sur actifs immobilisés		-1 895	-2 056	-4 060
Dotations aux provisions		-268	29	-211
Reprises sur provisions		137		838
Autres produits opérationnels	3.8	190	144	385
Autres charges opérationnelles	3.8	-769	-595	-2 327
Charges opérationnelles		-42 561	-40 610	-88 810
Résultat opérationnel		-2 185	-1 578	-1 611
Autres produits financiers	3.7.1	12	32	42
Coûts de l'endettement financier brut	3.7.2	-545	-522	-989
Coût net de l'endettement financier		-532	-490	-947
Autres produits financiers	3.7.3	394	694	972
Autres charges financières	3.7.3	-600	-515	-638
Résultat opérationnel et financier		-2 924	-1 889	-2 224
Quote part résultats des sociétés mises en équivalence		18	-33	59
Impôts sur les résultats	3.9	-230	-242	-485
Résultat net avant résultat activités cédées		-3 135	-2 164	-2 649
Résultat activités cédées		0	0	0
Résultat		-3 135	-2 164	-2 649
Intérêts minoritaires		0	0	0
Résultat part du groupe		-3 135	-2 164	-2 649
Nombre moyen pondéré d'actions		3 934 815	3 907 869	3 918 882
Nombre d'actions potentielles		5 038 352	5 082 386	5 054 306
Résultat groupe / action		-0,797	-0,554	-0,676
Résultat groupe dilué / action		-0,797	-0,554	-0,676
Résultat activités poursuivies / action		-0,797	-0,554	-0,676
Résultat activités poursuivies dilué / action		-0,797	-0,554	-0,676

Etat du résultat net et des Gains et pertes comptabilisé directement en capitaux propres

(1) La filiale hongroise a souscrit une dette en euros auprès d'établissements financiers en Hongrie. Conformément à la norme IAS 21, cette dette est convertie par la filiale hongroise en forints, par référence au taux de clôture. L'écart de change résultant de cette réévaluation est inscrite au poste « Autres Charges Financières » à hauteur de 196 k€, compte tenu d'un taux de change défavorable (1€ = 294.5 HUF) au 30 septembre 2011.

Dans le cadre de la consolidation des comptes de la filiale hongroise, les états financiers sont convertis en euros par référence au taux de clôture. L'écart résultant du différentiel de change entre le taux de clôture et le taux à l'ouverture de l'exercice, est inscrit au poste « Ecart de conversion » dans les capitaux propres. Ainsi, d'un point de vue économique, la charge financière constatée ne résulte pas en une perte de valeur pour les actionnaires, cette charge étant immédiatement compensée par une augmentation des capitaux propres du même montant.

1.1.4 *Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*

en k€	septembre-11		septembre-10	mars-11
	Cf. §			
Résultat net	-	3 135	-	2 649
Ecart de conversion	-	128	57	3
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	345	50	64
Impôt				
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	473	7	61
Résultat net et gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	-	3 608	-	2 588
Dont Part du Groupe	-	3 607	-	2 588
Dont Part des intérêts minoritaires	-	1	-	1

1.1.5 Tableau de flux de trésorerie

	Septembre 2011	Septembre 2010	Mars 2011
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat des sociétés intégrées	-3 154	-2 131	-2 708
Dotations nettes aux Amortissements, dépréciations et provisions	1 942	2 115	3 509
Plus-values de cession	21	81	119
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT (Avant neutralisation coût de l'endettement financier net et impôts)	-1 190	64	920
Coût de l'endettement Financier Net	532	490	947
Charge/Produit d'impôts	230	242	485
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT (Après neutralisation coût de l'endettement financier net et impôts)	-428	796	2 352
Impôts versés	-239	-229	-493
Variation du besoin en fonds de roulement	-239	-1 169	93
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-906	-602	1 953
Flux de trésorerie liés aux op. d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-1 369	-1 847	-3 783
Cessions d'immobilisations	9	25	37
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OP. D'INVEST.	-1 360	-1 822	-3 745
Flux de trésorerie liés aux op. de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Emission ORA (1)	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0
Variation nette des dettes financières (2)	2 953	3 081	2 699
Intérêts financiers nets versés	-532	-490	-947
Variation instruments financiers	39	-111	-133
Variation actions propres	0	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OP. DE FINANCT	2 460	2 480	1 619
Autres flux de trésorerie			
VARIATION DE TRESORERIE	194	56	-173
Trésorerie d'ouverture	878	1 179	1 179
Incidences des variations de cours de devises	-75	-290	-128
Trésorerie de clôture	997	945	878
VARIATION DES COMPTES DE TRESORERIE (2)	194	56	-173

- (1) Conformément à la norme IAS7, les ORA remboursées sur l'exercice, entraînant une augmentation du capital social (pour un montant de 64 k€ au 30 septembre 2011), ne figurent pas en augmentation de capital, puisqu'ils n'ont pas d'effet direct sur les flux de trésorerie. En effet, il s'agit d'un virement du poste ORA vers le poste Capital Social.
- (2) Par convention, à l'occasion de chaque arrêté des comptes, la trésorerie active est présentée en « Trésorerie » et la trésorerie passive est présentée en « Dettes Financières ». En effet, conformément à la réglementation comptable, les financements courts termes servant à financer des éléments moyens/longs termes, sont traités comme des financements d'origine structurelle et sont donc enregistrés en « dettes financières ».

1.1.6 Tableau de variation des capitaux propres

en k€	Capital	Primes	Autres fonds propres	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Gains et pertes comptabilisés en CP	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Situation au 31 mars 2010 (publié)	15 613	30 414	9 780	-4 101	-3 294	796	49 208	-3	49 204
Correction d'erreur et changement de méthode					-354		-354		-354
Situation au 31 mars 2010 (retraité)	15 613	30 414	9 780	-4 101	-3 648	796	48 854	-3	48 850
Affectation du résultat 2010 conformément aux décisions de l'AGO par GD SA				-3 648	3 648				
Résultat consolidé de l'exercice					-2 649		-2 649		-2 649
Variation des écarts de conversion						-3	-3		-3
Coûts de transaction ORA			-32				-32		-32
Conversion ORA	131		-131						
Autres				-13			-13	4	-9
Actions propres									
Instruments financiers						64	64		64
Divers ajustements d'ouverture									
Situation au 31 mars 2011	15 744	30 414	9 617	-7 762	-2 649	857	46 221	1	46 221
Affectation du résultat 2010 conformément aux décisions de l'AGO par GD SA				-2 649	2 649		0		0
Résultat consolidé de l'exercice					-3 135		-3 135		-3 135
Variation des écarts de conversion						-128	-128		-128
Coûts de transaction ORA									
Conversion ORA	64		-64						
Autres				-2			-2		-2
Actions propres									
Instruments financiers						-345	-345		-345
Divers ajustements d'ouverture				-136			-136		-136
Situation au 30 septembre 2011	15 808	30 414	9 553	-10 549	-3 135	384	42 475	1	42 475

Les comptes consolidés au 30 septembre 2011 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'UE. Les comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2011 sont établis conformément à la norme IAS 34 « informations financières intermédiaires » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011. Les comptes consolidés au 30 septembre 2011 ont été arrêtés par le Directoire du 24 novembre 2011 et soumis à l'examen du Comité d'Audit du 25 novembre 2011 et du Conseil de Surveillance du 30 novembre 2011.

2.1 Contexte d'arrêté des comptes intermédiaires

- Le Directoire, le Comité d'Audit et le Conseil de Surveillance ont apprécié l'environnement de marché (économique et financier) tendu auquel Guy Degrenne est confronté, sans que cet environnement ne permette, à la date d'arrêté des comptes intermédiaires, de remettre en cause de manière certaine les projections et les évaluations réalisées au titre de l'arrêté au 31 mars 2011.

En effet, le groupe Guy Degrenne affiche, au cours du premier semestre de l'exercice, des progrès par rapport à la même période un an plus tôt (chiffre d'affaires, marge). Il dispose aussi désormais d'atouts supplémentaires pour aborder l'avenir. Ces atouts constituent des améliorateurs structurels (e-commerce, contrats pluriannuels de fournitures pour des grands comptes CHR).

Conformément à la norme IAS 36 (« Dépréciation d'Actifs »), des tests de valorisation sont pratiqués pour les actifs immobilisés (y compris les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement) dès l'apparition d'indices de perte de valeur, examinés à chaque clôture et au moins une fois par an pour les Goodwills et la marque. Compte tenu de la forte saisonnalité de l'activité du groupe, les indices de perte de valeur ne peuvent être analysés qu'au regard de l'activité de l'ensemble de l'exercice.

En effet, et malgré un environnement de marché tendu, le poids des activités du second semestre de l'exercice, conjugué à l'apparition d'améliorateurs structurels générés préalablement à la clôture des comptes intermédiaires au 30 septembre 2011, ne permet pas d'établir que les événements économiques et financiers actuels, sont ou seront significatifs et représentatifs de l'activité du groupe.

Dans ces conditions, aucun test de valeur n'est réalisé à l'occasion des arrêts de situations intermédiaires.

- Le groupe a continué d'afficher des progrès opérationnels structurels (chiffre d'affaires, marges). L'évolution du gearing sur le premier semestre est conforme à la saisonnalité du groupe. Il n'existe aucun événement de type trigger event ou covenant susceptible de remettre en cause la poursuite des contrats de prêt bancaire moyen terme souscrits par le groupe. Aucune ligne bancaire court terme n'a pas ailleurs été dénoncée à la date de clôture des comptes intermédiaires au 30 septembre 2011.

Par conséquent, les comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2011 ont été établis suivant le principe de la continuité d'exploitation.

- Les méthodes comptables appliquées par le groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011.

2.2 Nouvelles normes publiées non encore entrées en vigueur ou non appliquées par anticipation :

La société n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes ou interprétations publiées suivantes, soit parce qu'elles ne sont pas encore entrées en vigueur, soit parce qu'elles ne s'appliquent pas aux comptes intermédiaires clos le 30 septembre 2011, ou encore parce que le groupe n'est pas concerné par lesdites normes :

- IFRS 9, instruments financiers, classement et valorisation des instruments financiers ;
- Amendement IFRS 7, information à fournir – transferts d'actifs financiers ;
- IFRS 10, consolidation ;
- IFRS 11, partenariat ;
- IFRS 12, informations à fournir sur l'implication avec d'autres entités ;
- IFRS 13, évaluation à la juste valeur ;
- IAS 27, consolidation et états financiers individuels-dispositions transitoires ;
- IAS 28, investissement sur les joints venture et parties associées ;
- Amendement IAS 12, impôts différés-recouvrement des actifs sous-jacents ;
- Amendement IFRS 1, hyper-inflation et suppression de dates fixes pour les premiers adoptants ;
- Amendement IAS 1, présentation des OCI ;
- Amendement IAS 19, avantages post-emploi.

Par ailleurs, la société ne dispose pas à la date d'arrêté des comptes d'informations connues ou pouvant être raisonnablement estimées concernant l'évolution de l'impact possible de l'application de ces nouvelles normes ou de ces nouvelles interprétations sur les états financiers du groupe au cours de la période de sa première application.

2.3 Taux de devises retenus pour l'exercice 2010-2011 et pour l'exercice 2011-2012 :

✓ Cours moyen :

Au 30 septembre 2011 :

	USD	HUF	THB
1 EUR =	1,42	270,46	42,62
1 DEV =	0,704225352	0,003697404	0,023463163

Au 30 septembre 2010 :

	USD	HUF	THB
1 EUR =	1,28	278,46	40,84
1 DEV =	0,780609656	0,003591128	0,024485139

✓ Cours de clôture :

Au 30 septembre 2011 :

	USD	HUF	THB
1 EUR =	1,3327	294,5	41,8129
1 DEV =	0,750356419	0,003395586	0,023916064

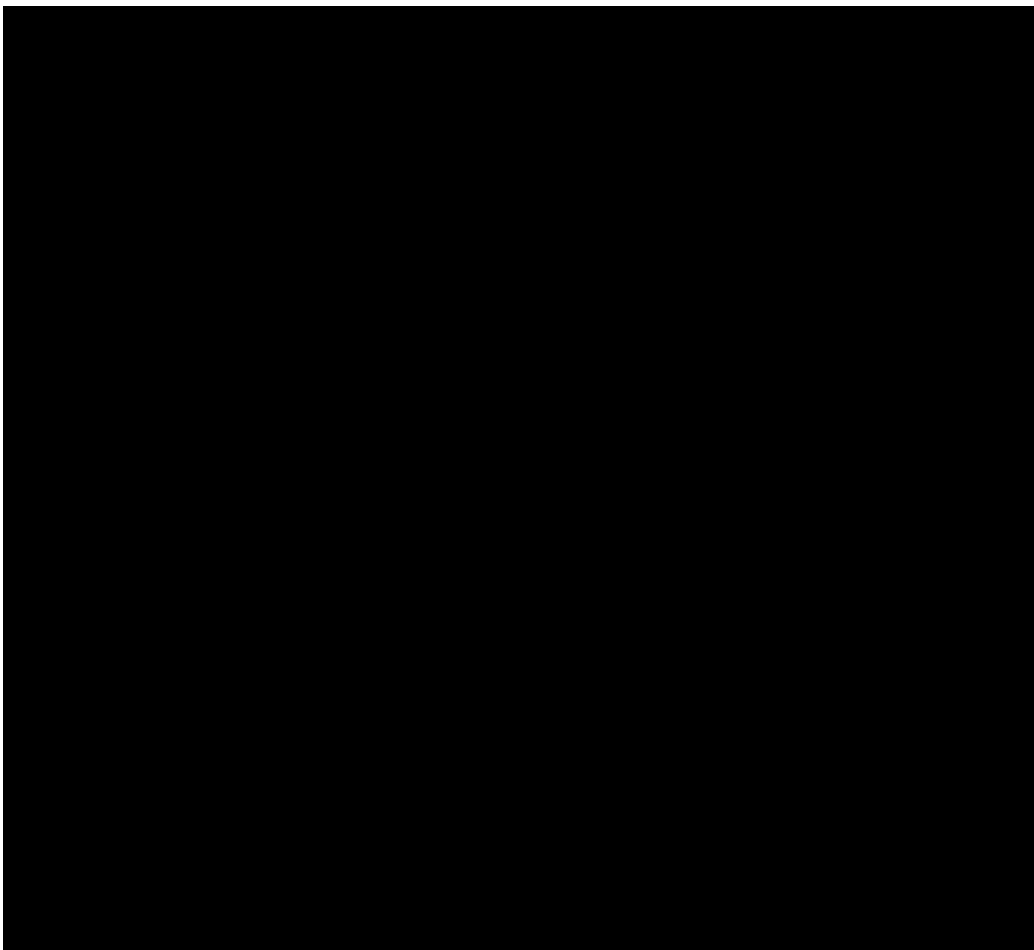
A titre indicatif, le cours du baht thaïlandais contre euro, publié le 30 septembre 2011 par la Banque Centrale Européenne était de 42,0480 euros

Au 30 septembre 2010 :

	USD	HUF	THB
1 EUR =	1,3648	275,75	40,9684
1 DEV =	0,732708089	0,003626473	0,024409057

A titre indicatif, le cours du baht thaïlandais contre euro, publié le 30 septembre 2010 par la Banque Centrale Européenne était de 41,245 euros

3.1 Périètre de consolidation



3.2 Actif Immobilisé

3.2.1 Actifs incorporels

- ✓ Suivi des Goodwills (en valeur nette)

en k€	Septembre 2011	Septembre 2010	Mars 2011
Distribution Guy Degrenne	1431	1431	1431
Boutiques GD	910	910	910
Total	2 341	2 341	2 341

Les Goodwills ci-dessus sont constatés au sein de Guy Degrenne S.A. au titre de chacun des actifs définis ci-dessus, à l'exception de Boutiques GD.

- ✓ Suivi des frais R&D

	31/03/2011	Augmentation	Diminution	Virt poste à poste	30/09/2011
Frais de R&D	2 376	18	-42	434	2 786
Amort frais de R&D	1 960	175			2 136
VNC frais R&D	416	-157	-42	434	650
Frais de R&D en cours à N-1	522			-434	89
Frais de R&D de l'exercice		137			137
Frais R&D en cours	522	137		-434	225
TOTAL ACTIVE	939	-21	-42		876

✓ Valeur brute des immobilisations incorporelles

en k€	Goodwill	Droits de propriété intellectuelle, concessions et droits au bail	Autres immobilisations incorp.	Avances et immobilisations encours	Total immo. Incorporelles
Solde de clôture 31/03/2010	5 072	43 079	27	1 085	49 264
Acquisitions		1 236	6	253	1 494
Transfert compte à compte		787		-787	0
Cessions		-137			-137
Ecart conversion	0	0	0	0	0
Solde de clôture 31/03/2011	5 072	44 966	33	551	50 622
Acquisitions		174	2	143	319
Transfert compte à compte		460		-460	0
Cessions		-43			-43
Ecart conversion	0	-12	-1	0	-13
Solde de clôture 30/09/2011	5 073	45 546	34	233	50 885
Dont :					
Marque Guy Degrenne		29 311			
Droit au bail		6 911			

✓ Dépréciation des immobilisations incorporelles

en k€	Amortissements				Dépréciations			Total	Total dépr.
	Goodwill	Droits de propriété intellectuelle, concessions et fonds de commerce	Autres immo. incorp.	Total	Goodwill	Droits de propriété intellectuelle, concessions et fonds de commerce	Autres immo. Incorp		
Solde 31/03/2010	2 731	4 096	2	6 830		6 224		6 224	13 054
Dotations		752	1	753		63		63	816
Reprises		-137		-137					-137
Reprises sur test de valeur						-600		-600	-600
Ecart conversion		-1		-1					-1
Solde 31/03/2011	2 731	4 711	3	7 445		5 687		5 687	13 133
Dotations		404	1	405					405
Reprises		-43		-43					-43
Reprises sur test de valeur									
Ecart conversion		-11	0	-11					-11
Solde 30/09/2011	2 731	5 061	4	7 796		5 687		5 687	13 484
Dont :									
Marque Guy Degrenne						4 310			

3.2.2 Actifs corporels

✓ Valeurs brutes des immobilisations corporelles

en k€	Amortissements		Dépréciations		Total immobi- sations corporelles	Total immobi- sations corporelles
	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immo. corporelles		
Solde de clôture 31/03/2010	1 231	9 880	44 591	7 754	247	63 700
Acquisitions		386	821	647	326	2 180
Variation de périmètre - sortie				-5		-5
Transfert cpt à cpt		6	153		-159	
Cessions		-196	-606	-1 191	-1	-1 995
Ecart conversion	7	17	0	-5		18
Solde de clôture 31/03/2011	1 238	10 092	44 958	7 200	414	63 898
Acquisitions		191	329	194	331	1 045
Transfert cpt à cpt		57	85		-142	0
Cessions			-223	-67		-291
Ecart conversion	1	-35	-457	-53	-13	-556
Solde de clôture 30/09/2011	1 239	10 305	44 692	7 274	590	64 096

✓ Dépréciation des immobilisations corporelles □

en k€	Amortissements					Dépréciations					Total dépr.
	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immo. corporelles	Total	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immo. Corporelles	Total	
Solde 31/03/2010	45	5 098	34 219	6 412	45 773	75	305	4 034	85	4 499	50 273
Dotations		884	1 833	657	3 374				6	6	3 379
Reprises		-196	-457	-1 191	-1 844			-136	-6	-141	-1 985
Ecart conversion		13	21	-7	26			-19		-19	7
Transfert cpt à cpt											
Solde 31/03/2011	45	5 798	35 615	5 871	47 329	75	305	3 879	85	4 344	51 674
Dotations		421	841	282	1 545						1 545
Reprises			-180	-68	-247			-41		-41	-288
Ecart conversion		-23	-369	-50	-442			-66		-66	-508
Transfert cpt à cpt											
Solde 30/09/2011	45	6 197	35 908	6 036	48 185	75	305	3 772	85	4 237	52 423

3.2.3 Investissements financiers

✓ Valeur brute des actifs financiers

en k€	Titres de participation	Autres titres immobilisés	Prêts	Autres immobilisations financières		Total Actifs Financiers
				Autres immo. corporelles	Total	
Solde 31/03/2010		0	8	513	520	
Acquisitions			20	87	107	
Cessions			-2	-5	-7	
Ecart conversion			0	-1	-1	
Solde 31/03/2011		0	26	594	619	
Acquisitions				5	5	
Cessions			-4	-3	-7	
Ecart conversion			0	1	0	
Solde 30/09/2011		0	22	596	617	

Le poste « Autres immobilisations financières » est constitué pour l'essentiel des dépôts de garanties sur loyers.

✓ Dépréciation des actifs financiers

en k€	Titres de participation	Autres titres immobilisés	Prêts	Autres immo. corporelles	Total Actifs Financiers
Solde 30/09/2010		0			0
Solde 31/03/2011		0			0
Solde 30/09/2011		0			0

3.2.4 Titres mis en équivalence

en k€	Titres mis en équivalence
Solde 31/03/2010	488
Résultat de l'exercice	59
Ecart de conversion	-31
Solde 31/03/2011	515
Résultat de l'exercice	19
Ecart de conversion	36
Solde 30/09/2011	571

3.2.5 Immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement

en k€	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Solde 31/03/2010	7 078	2 546	4 531
Acquisitions / Dotations	478	704	-226
Cessions / Reprises	-820	-820	
Ecart conversion			
Solde 31/03/2011	6 735	2 430	4 305
Acquisitions / Dotations	318	381	-63
Cessions / Reprises	-67	-67	
Ecart conversion			
Solde 30/09/2011	6 986	2 744	4 242

3.2.6 Synthèse de l'actif non courant à la clôture (hors impôts différés actifs)

en k€	Goodwill	Incorporelles	Corporelles	Financières	Titres mises en équivalence	Total
Valeurs brutes	5 072	45 812	64 100	618	571	116 173
Dépréciation	-	2 731	10 751	52 423	-	65 906
Valeurs nettes	2 341	35 061	11 676	618	571	50 267

3.2.7 Principales acquisitions et cessions sur l'actif immobilisé

Les acquisitions de l'exercice s'analysent de la manière suivante :

en k€	Incorporelles	Corporelles	Financières
Investissements commerciaux	27	276	
Baux Commerciaux			
Aménagement des points de vente		149	
Mobiliers de présentation		121	
Autres		1	
Equipements informatiques	27	5	
Développements produits	162	16	
Frais de développement de nouveaux modèles	159		
Outillages	3	16	
Investissements industriels		753	
Autres aménagements immobiliers		116	
Equipements industriels		637	
Investissements informatiques	126	1	
Projet logiciel Axapta	106		
Autres	20	1	
Autres	3		4
Total des investissements au 30 septembre 2011	318	1 046	4

Les cessions s'analysent de la manière suivante :

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Incorporelles	43	43	
Corporelles	290	288	2
Financières	7		7
	340	331	9

en k€	Incorporelles	Corporelles	Financières
Désinvestissements commerciaux			
Désinvestissements industriels		2	
Autres cessions			7
Total des cessions en valeur nette comptable		2	7

3.3 Analyse des capitaux propres

3.3.1 Composition du capital social

Le capital social est fixé à 15 808 224 €, divisé en 3 952 056 actions d'une valeur de 4€ chacune. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

3.3.2 Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, et dans un contexte de marché incertain (cf. paragraphe 2.1), la société a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et de maintenir une structure de capital destinée à en optimiser le coût.

3.3.3 Evolution du capital social

	en €	en nombre d'actions	Valeur nominale
Situation au 31 mars 2010	15 613 296	3 903 324	4
Impact remboursement anticipé d'ORA	131 112	32 778	
Situation au 31 mars 2011	15 744 408	3 936 102	4
Impact remboursement anticipé d'ORA	63 816	15 954	
Situation au 30 septembre 2011	15 808 224	3 952 056	4

Les caractéristiques des ORA figurent dans les notes annexes des comptes arrêtés au 31 mars 2011.

3.3.4 Nombre d'actions utilisées pour le calcul du résultat par action

	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Nombre d'actions	3 934 815	3 907 869	3 918 882
Nombre actions potentielles / Stock options	0	0	0
Nombre actions potentielles / BSA	0	0	0
Nombre d'actions potentielles / ORA	5 038 352	5 082 386	5 054 306
TOTAL	8 973 167	8 990 255	8 973 188

3.3.5 Actions propres

Au 30 septembre 2011, la société détient 22 464 actions qui représentent environ 0.57% des 3 952 056 actions composant le capital social de la société.

✓ Opérations effectuées en application des articles L 225-208 et L 225-209 du Code de Commerce :

Nombre d'actions achetées au cours du premier semestre de l'exercice	13 654 actions
Nombre d'actions vendues au cours du premier semestre de l'exercice	12 450 actions
Valeur nominale des actions inscrites au nom de l'exercice	4 euros

✓ Motifs des acquisitions effectuées au cours de l'exercice :

Au cours de l'année, les acquisitions d'actions Guy Degrenne avaient pour objectif la régulation du cours de l'action Guy Degrenne, dans le cadre du contrat AFEI en cours avec la société ODDOMIDCAP.

✓ Cessions effectuées au cours de l'exercice : 12 450 actions ont été cédées sur le marché au prix unitaire moyen de 2.15 euros.

3.4 Provisions courantes et non courantes

(en k€)	Provisions pour litiges sociaux et restructurations	Provision pour litiges commerciaux	Autres provisions	Provisions pour risques fiscaux	Total provisions courantes	Provisions engagement au personnel	Total provisions non courantes
Solde 31/03/2010	198	47	142	1	389	1 459	1 459
Dotations	145		139		285	111	111
Reprises utilisées	-139		-133		-272	-52	-52
Reprises non utilisées	-15				-15		
Ecart conversion		0	-3		-3		
Solde 31/03/2011	190	47	146	1	384	1 518	1 518
Reclassification							
Dotations	27	13	135		175	70	70
Reprises utilisées	-80	-27	-125		-232	-1	-1
Reprises non utilisées							
Changement méthode de consolidation							
Ecart conversion			-12		-12		
Solde 30/09/2011	137	34	144	1	316	1 587	1 587

3.4.1 Droit individuel à la formation

La société n'est pas en mesure d'estimer de façon fiable le décaissement futur, compte tenu de l'application récente de cette disposition et de l'absence d'historique.

Une provision éventuelle serait non significative, pour les raisons principales suivantes :

- La formation est imputée sur le droit à RTT ;
- Le coût pédagogique est largement pris en charge par les subventions.

Le stock d'heures de droit individuel à la formation au 30 septembre 2011 s'élève à 66 227.

3.4.2 Provision pour engagement au personnel:

en k€	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011	31/03/2010
Provision pour médaille de travail	151	142	151	142
Provision pour indemnités de départ en retraite	1 437	1 388	1 367	1 317
	1 587	1 530	1 518	1 459

L'engagement total du groupe au titre des médailles de travail s'élève au 30 septembre 2011 à :

en k€	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Guy Degrenne Industrie	81	75	81
Guy Degrenne SA	9	8	9
Porcelaines Guy Degrenne	9	9	9
Boutiques GD	5	7	6
Distribution Guy Degrenne	47	43	47
	151	142	151

L'engagement total du groupe au titre des provisions pour indemnités de départ en retraite s'élève au 30 septembre 2011 à :

en k€	Droits Acquis 30/09/2011	Droits Acquis 30/09/2010	Droits Acquis 31/03/2011
Guy Degrenne SA	90	109	86
Distribution Guy Degrenne	419	330	399
Guy Degrenne Industrie	849	839	805
Porcelaines Guy Degrenne	59	83	57
Boutiques GD	21	27	20
Engagement Total	1 437	1 388	1 367

Ces engagements sont calculés au titre des sociétés du groupe soumises à la législation relative aux engagements de retraite. Ils sont évalués individuellement pour l'ensemble des salariés en tenant compte de la convention collective applicable.

Les hypothèses de détermination des engagements de retraites ont été revues au 31 mars 2011 et n'ont pas été modifiées pour l'arrêté des comptes intermédiaires.

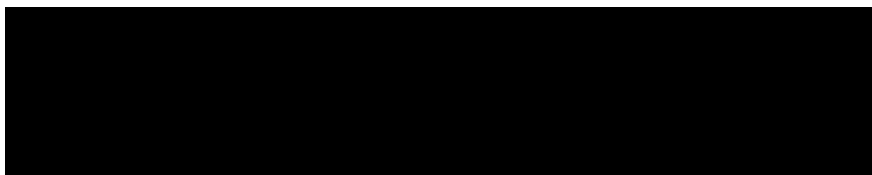
Convention applicable	Engagement au 31/03/2011	Changement de régime	Coût financier	Services rendus	Décasse-ment	Ecart actuariel	Engagement au 30/09/2011
Métallurgie	1 290	36	29	14	-12		1 357
Porcelaine	57		1	1			59
Commercial	20		0	1	0		21
	1 367	36	31	15	-12	0	1 437

3.5 Actifs et Passifs financiers

3.5.1 Ventilation par nature et catégorie

	Valeur au bilan	Prêts, créances et autres dettes	Intruments dérivés	Actifs en juste valeur par résultat	Actifs en juste valeur par capitaux propres	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs disponible à la vente	Total juste valeur
Actifs non courants								
Investissements financiers	618	618						618
Titres mis en équivalence	571			571				571
Autres actifs non courants								0
Actifs d'impôts exigibles non courants								0
Actifs courants								
Créances commerciales	11 185	11 185						11 185
Autres actifs courants	3 639	3 639						3 639
Instruments financiers actifs	162		162					162
Trésorerie et équivalents	997			997				997
Actifs d'impôts exigibles courants								0
Actifs	17 172	15 442	162	1 568	0	0	0	17 172
Passifs non courants								
Passifs financiers non courants	9 646	9 646						9 646
Autres passifs non courants	220	220						220
Passifs courants								
Instruments financiers Passifs	458		458					458
Passifs financiers courants	16 639	16 639						16 639
Dettes commerciales	9 974	9 974						9 974
Passif d'impôt exigible								0
Autres passifs courants	9 005	9 005						9 005
Passifs	45 942	45 484	458	0	0	0	0	45 942

• *Détail du poste Trésorerie et équivalents*



• *Détail des Instruments financiers*

	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Instruments financiers actif	162	38	196
Instruments financiers passif	458	55	108
Impact sur les réserves cumulées	-257	-28	98
Impact résultat net d'extourne	-39	12	-10

	Montant couvert en devises	Montant converti en € au taux de clôture	Valorisation instrument financier
EUR/USD	3 050	2 259	52
EUR/HUF	1 550 000	5 298	-126
EUR/THB	110 000	2 616	51
Taux Intérêts	10 000	10 000	-81
Matières premières	0	0	-193
		Total éligible	-277
		Total non éligible	-19

• *Détail du poste Passifs financiers courants et non courants :*

en k€	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Emprunts auprès des établissements de crédit	22 849	19 909	19 923
Emprunts issus des crédit baux	3 047	3 546	3 203
Emprunts et dettes financières divers	5	74	5
Avances conditionnées	384	329	384
	26 285	23 858	23 515

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus (cf. IAS 23).

Au 30 septembre 2011, 52.46 % (contre 60.42 % au 31 mars 2011) des dettes financières sont des dettes à moyen terme, pour 47.53% (contre 39.58% au 31 mars 2011) de dettes à court terme. Ces lignes court terme ont fait l'objet d'un renouvellement semestriel ou annuel après examen par les comités de crédit de chaque banque. Toutefois conformément à l'article 60 de la loi bancaire, ces crédits peuvent être dénoncés par les banquiers sous réserve d'un préavis de 60 jours. Les contrats de crédit attachés à ces dettes à court terme ne comportent aucune clause de remboursement anticipée fondée sur des ratios financiers (covenants) mais sont garantis par des nantissements sur titres ou sur fonds de commerce. Pour plus d'informations, se reporter au paragraphe 3.11.

Le crédit moyen terme en pool de 10 M€, mis en place avec les trois principaux banquiers du groupe (LCL, CIC et Société Générale), à la clôture de l'exercice au 31 mars 2010, comprend les principales dispositions suivantes :

- Montant : 10M€
- Durée : 5 ans
- Garanties : nantissement sur la marque et caution OSEO
- Agent : Société Générale
- Taux : Euribor 3 mois + 1.75%
- Coût de la caution OSEO : 1%
- Covenant :
 - Le ratio défini ci-dessous doit être inférieur ou égal à 1 ;
 - Ratio Dettes financières nettes consolidées / Situation nette comptable consolidée de l'emprunteur ;
 - Dettes financières nettes consolidées = dettes à moyen et long terme contractées auprès des banques et autres créanciers, hors obligations convertibles souscrites par les associés de l'emprunteur, ainsi que les découverts bancaires, l'affacturage, les cessions Dailly et les effets escomptés non échus – le montant des disponibilités et placements financiers ;
 - Situation nette comptable consolidée = capitaux propres augmentés des émissions d'ORA, écarts de conversion passifs – non-valeurs (frais d'établissement, charges à répartir sur plusieurs exercices, prime de remboursement des obligations), écarts de conversion actif, dividendes versés ;
 - Au 30 septembre 2011, le ratio ci-dessus s'établit à 0.60.

3.5.2 Ventilation par échéance

(en k€)	Montant	6 mois < X <		
		X < 6 mois	12 mois	X > 12 mois
Actifs financiers	618			618
Titres mis en équivalence	571			571
Créances clients et comptes rattachés	11 185	11 185		
Autres actifs	3 639	3 089		550
Instruments financiers actif	162	162		
Trésorerie et équivalents	997	997		
Actif d'impôts exigibles				
Total actifs financiers	17 172	15 433		1 739
Passifs financiers (1)	26 285	14 878	1 761	9 646
Instruments financiers	458	458		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 974	9 974		
Passif d'impôts exigibles				
Autres passifs	9 445	9 225		220
Total Passifs financiers	46 162	34 535	1 761	9 866

(1) dont crédit baux 3 047 k€, dont 809 k€ seront à rembourser au cours de l'exercice 2011-2012

3.5.3 Ventilation par devise

en k devise	Valeur au bilan	€	HUF	THB	USD
Investissements financiers	618	603	4	11	
<i>contre valeur devises</i>			1 214	454	
Titres mis en équivalence	571	571			
<i>contre valeur devises</i>					
Créances clients et comptes rattachés	11 185	10 653	213	23	295
<i>contre valeur devises</i>			62 695	1	394
Autres actifs	3 639	3 248	334	57	
<i>contre valeur devises</i>			98 230	2 391	
Trésorerie et équivalents	1 159	370	329	248	211
<i>contre valeur devises</i>			96 943	10 372	158
Actifs	17 171	15 446	880	339	506
Passifs financiers	26 743	25 923	184	633	2
<i>contre valeur devises</i>			54 201	26 468	3
Fournisseurs et comptes rattachés	9 974	7 931	501	483	1 059
<i>contre valeur devises</i>			147 587	20 184	1 412
Autres passifs	9 445	9 106	214	125	
<i>contre valeur devises</i>			63 095	5 217	
Passifs	46 162	42 961	899	1 241	1 061

3.5.4 Ventilation des passifs financiers courants et non courants par zone géographique:

	30 septembre 2011		30 septembre 2010		31 mars 2011	
	en k€	en k devise	en k€	en k devise	en k€	en k devise
Autres emprunts obligataires	0		0		0	
- Zone euro	0		0		0	
Instruments financiers	458		55		108	
- Zone euro	458		55		108	
Avances conditionnées	397		329		384	
- Zone euro	397		329		384	
Emprunts auprès des établissements de crédit	25 883		23 455		23 126	
- Zone euro	23 018		21 075		21 373	
- Hongrie	2 232	657 270	2 213	610 126	1 716	465 070
- Thaïlande	633	26 466	168	6 863	37	1 556
Emprunts et dettes financières divers	5		74		5	
- Zone euro	5		74		5	
Total	26 743		23 913		23 623	

3.6 Autres variations des autres actifs et autres passifs

3.6.1 Stocks

✓ Valeurs en fin de période

en k€	Valeurs brutes			Dépréciation			Valeurs nettes		
	sept.-11	sept.-10	mars-11	sept.-11	sept.-10	mars-11	sept.-11	sept.-10	mars-11
Matières premières	4 007	4 210	3 496	370	438	369	3 637	3 773	3 128
Encours	2 372	3 041	2 324	187	207	189	2 184	2 834	2 135
Produits finis et intermédiaires	15 215	15 577	14 322	779	1 185	884	14 435	14 392	13 439
Marchandises	3 997	4 392	4 115	28	28	29	3 969	4 364	4 086
Total	25 589	27 221	24 257	1 364	1 858	1 470	24 225	25 363	22 787

3.6.2 Créances et dettes courantes ou non courantes nettes

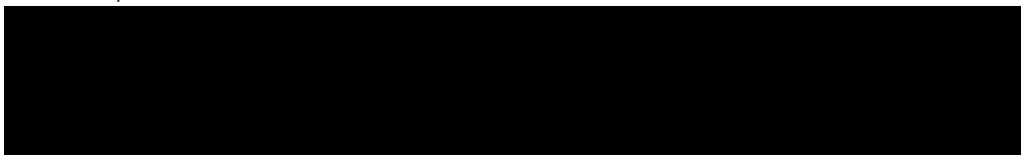
en k€	30/09/11	30/09/10	31/03/11
Actifs d'impôts exigibles non courants	0	0	0
Impôts différés actifs	205	231	207
Actifs d'impôts exigibles courants			
Créances commerciales	11 185	10 799	11 540
Autres créances courantes	3 639	4 238	3 548
Autres dettes non courantes	-220	-318	-269
Impôts exigible passif			0
Dettes commerciales	-9 974	-9 859	-8 365
Autres dettes courantes	-9 225	-9 063	-9 493
Total NET	-4 390	-3 972	-2 832

3.6.3 Variation de la dépréciation sur créances courantes

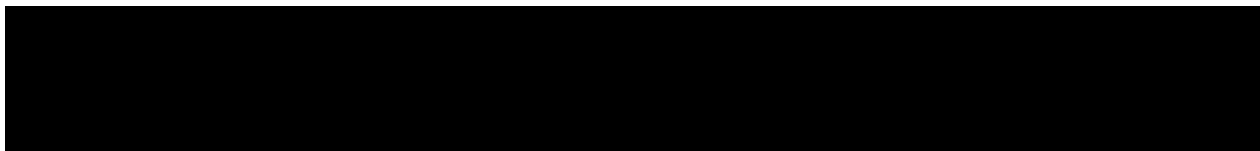
en k€	Créances commerciales	Autres créances
Solde au 31/03/2010	187	19
Dotations	36	0
Reprises	-58	-15
Ecart conversion	0	0
Solde au 31/03/2011	165	4
Dotations	74	
Reprises	-5	
Ecart conversion	-1	0
Solde au 31/03/2011	234	4

3.7 Analyse des Produits et charges financiers

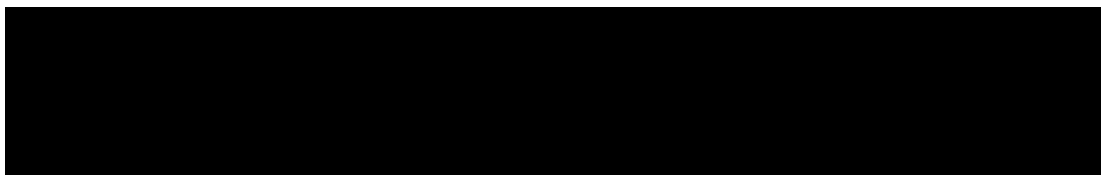
3.7.1 *Détail des produits financiers*



3.7.2 *Détail du coût de l'endettement brut*



3.7.3 *Détail des autres produits financiers et des autres charges financières*



3.8 *Autres produits et charges opérationnels*

en K€	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Résultats de cession d'actifs	2 -	81 -	119
Dépréciation d'actifs corporels	- 12 -	27	6
Dépréciation d'actifs incorporels	- 43		
Réorganisations	- 95 -	342 -	1 906
Litiges commerciaux	- 450		
Autres	19 -	1	77
Total	- 579 -	451 -	1 942

Au 30 septembre 2011, le solde du poste est principalement constitué d'une charge nette relative à la condamnation prononcée contre la société Distribution Guy Degrenne dans le litige l'opposant à la société SARYA. Distribution Guy Degrenne a interjeté appel.

3.9 *Impôt sur les résultats.*

en k€	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Impôts exigibles	-239	-228	-493
Impôts différés	9	-13	8
Total	-230	-241	-485

3.9.1 *Impôts exigibles*

en k€	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Alföld Porcelan	0	0	
Boutiques GD	-56	-38	-76
Guy Degrenne S.A.	-28	-14	-28
Distribution Guy Degrenne	-76	-90	-216
Guy Degrenne Industrie	-72	-86	-171
Porcelaines Guy Degrenne	-7	-1	-2
Siam Tableware			
J Simon			
Total	- 239 -	228 -	493

3.9.2 Impôts différés

en k€	30/09/2010	31/03/2011
Impôts différés porté à l'actif	15 749	14 856
Provision pour engagement de retraite	479	456
Annulation de la marge interne sur stocks	408	398
Organic et participation	25	56
Pertes reportables	13 564	12 666
IDA sur dépréciation non déductible sur actif immobilisé	986	998
IDA sur frais dépôt marque	27	27
Produit constaté d'avance sur opération de lease-back	106	122
Autres provisions non déductibles	47	50
Provisions pour chèques cadeaux	65	36
Instruments financiers	0	0
IDA sur IDP CVAE	39	45
Divers	3	2
Impôts différés passif	-10 508	-10 572
IDP sur dépréciation non déductible sur actif immobilisé	-1 283	-1 338
Annulation des provisions réglementées	-294	-324
Divers retraitements	-16	0
Crédit Bail	-378	-347
IDP Marque Guy Degrenne	-8 340	-8 340
Instruments financiers	12	-1
Incorporation frais logistiques	-93	-87
IDP Sur CVAE	-116	-136
Impôts différés actif non activées	-5 174	-4 214
Solde IDA/IDP	67	70
dont porté à l'actif	205	206
dont porté au passif	138	136

3.10 Engagements hors bilan

en k€	30/09/2011	31/03/2011
Avals, cautions et garanties donnés	2 593	3 794
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	13 781	13 274
Dailly et Affacturage	6 267	5 488

Garantie de passif : Guy Degrenne a octroyé, lors de la cession de la filiale autrichienne Berndorf Besteck Tafelgärete GmbH (BBTG) en juin 2007, une garantie de passif usuelle portant sur toutes réclamations liées à l'utilisation des droits de propriété intellectuelle de certains articles, liées à des ventes intervenues antérieurement à la date de cession.

3.10.1 Avals, cautions et garanties données

Engagements donnés	Filiale	Bénéficiaire	Montant de l'engagement accordé en k devises	Devises	Taux devises	Montant de l'engagement accordé en k euros	Dettes figurant dans les comptes consolidés	Engagement résiduel hors bilan
Lettre de confort	Siam Tableware	UOB	50 000	THB	41,81	1 196	434	762
Lettre de confort	Alföld Porcelan	UniCredit Bank	560 000	HUF	294,50	1 902	1 133	768
Lettre de confort	Alföld Porcelan	Raiffeisen	508 000	HUF	294,50	1 725	781	944
Garantie électricité	Siam Tableware	UOB	2 890	THB	41,81	69	-	69
Caution	Boutiques GD	LCL	100	EUR	1,00	100	100	-
Caution	Boutiques GD	LCL	50	EUR	1,00	50	-	50
Caution	GD Industrie	LCL	200	EUR	1,00	200	200	-

3.10.2 Nantissements d'actifs

Tiers	Actif concerné	Montant de l'engagement accordé au 30/09/2011 (en k€)	Dettes figurant dans les comptes consolidés au 30/09/2011 (en k€)
CIC	Droits au bail	3 000	300
CIC/LCL/SG	Marques Guy Degrenne	10 000	10 000
SG	Titres Guy Degrenne Industrie	2 700	2 700
Raiffeisen	Actifs Courants	1 725	781

3.10.3 Cessions Dailly et affacturage

Engagements donnés	Filiale	Bénéficiaire	Montant de l'engagement accordé en k devises	Devises	Taux devises	Autorisation accordées en k€	Montants utilisés figurant dans les passifs financiers courants
Dailly	Distribution GD	Crédit du nord				800	-
Affacturage	Distribution GD	Fortis Commerciale Finance				4 400	1 961
Affacturage	Guy Degrenne industrie	Fortis Commerciale Finance				2 600	1 687
Affacturage	Distribution GD	Factocic				2 875	505
Cession de créances	Alföld Porcelan	Unicredit Bank	560 000	huf	294,50	1 902	1 133
Cession de créances	Alföld Porcelan	Raiffeisen	508 000	huf	294,50	1 725	781

Les dettes d'affacturage comme les concours bancaires garanties par des cessions Dailly figurent dans les passifs financiers courants et les créances cédées dans les créances commerciales.

Les contrats d'affacturage et de Dailly ne sont pas déconsolidants.

3.11 Risques

Les analyses sur la sensibilité présentées ci-dessous reflètent la sensibilité comptable générée par ces risques. Cette information n'est donc pas représentative de la sensibilité économique de l'ensemble du groupe Guy Degrenne.

Guy Degrenne ne réalise aucune opération de couverture de risque de marché à titre spéculatif. Toutes les opérations de couverture mises en œuvre sont validées préalablement par le conseil externe de la société, acteur spécialisé de premier plan sur la place de Paris.

L'ensemble des risques de marché sont suivis et centralisés par la Direction Administrative et Financière du groupe.

Pour l'établissement des comptes intermédiaires, seuls sont présentés les risques de liquidité et juridiques.

3.11.1 Risques de liquidité

Au 30 septembre 2011, la liquidité du groupe Guy Degrenne peut être approchée par les agrégats suivants :

En M€	Au 30 septembre 2011				Au 30 septembre 2010				Au 31 mars 2011			
	Total	Dont MT à plus d'un an	Dont MT à moins d'un an	Découvert bancaire	Total	Dont MT à plus d'un an	Dont MT à moins d'un an	Découvert bancaire	Total	Dont MT à plus d'un an	Dont MT à moins d'un an	Découvert bancaire
Dettes Financières	26,3	9,6	4,1	12,5	23,8	13,2	1,6	9,0	23,5	11,1	3,1	9,3
- Trésorerie	1,0				0,9				0,9			
= Dettes Nettes	25,3				22,9				22,6			
MBA	- 0,4				0,8				2,4			
Flux Trésorerie Exploitation	- 0,9				- 0,3				1,7			

Au 30 septembre 2011, 52.46 % (contre 60.42 % au 31 mars 2011) des dettes financières sont des dettes à moyen terme, pour 47.53% (contre 39.58% au 31 mars 2011) de dettes à court terme. Ces lignes court terme ont fait l'objet d'un renouvellement semestriel ou annuel après examen par les comités de crédit de chaque banque. Toutefois conformément à l'article 60 de la loi bancaire, ces crédits peuvent être dénoncés par les banquiers sous réserve d'un préavis de 60 jours. Les contrats de crédit attachés à ces dettes à court terme ne comportent aucune clause de remboursement anticipée fondée sur des ratios financiers (covenants) mais sont garantis par des nantisements sur titres ou sur fonds de commerce. Pour plus d'informations, se reporter au paragraphe 3.5.1.

Le crédit moyen terme en pool de 10 M€, mis en place avec les trois principaux banquiers du groupe (LCL, CIC et Société Générale), à la clôture de l'exercice au 31 mars 2010, comprend les principales dispositions suivantes :

- Montant : 10M€
- Durée : 5 ans
- Garanties : nantissement sur la marque et caution OSEO
- Agent : Société Générale
- Taux : Euribor 3 mois + 1.75%
- Coût de la caution OSEO : 1%
- Covenant :
 - Le ratio défini ci-dessous doit être inférieur ou égal à 1 ;
 - Ratio Dettes financières nettes consolidées / Situation nette comptable consolidée de l'emprunteur ;
 - Dettes financières nettes consolidées = dettes à moyen et long terme contractées auprès des banques et autres créanciers, hors obligations convertibles souscrites par les associés de l'emprunteur, ainsi que les découverts bancaires, l'affacturage, les cessions Dailly et les effets escomptés non échus – le montant des disponibilités et placements financiers ;
 - Situation nette comptable consolidée = capitaux propres augmentés des émissions d'ORA, écarts de conversion passifs – non-valeurs (frais d'établissement, charges à répartir sur plusieurs exercices, prime de remboursement des obligations), écarts de conversion actif, dividendes versés ;
 - Au 30 septembre 2011, le ratio ci-dessus s'établit à 0.60.

3.11.2 Risques juridiques

Il est rappelé les principaux contentieux suivants :

- Contentieux opposant la société Guy Degrenne à Monsieur Patrick ROURE, devant le Conseil de prud'hommes et devant le tribunal de commerce. Monsieur Patrick ROURE a assigné la société Guy Degrenne S.A. pour rupture abusive de son contrat de travail et pour révocation abusive de son mandat de Président de Directoire, en 2008. Monsieur Patrick ROURE demande réparation de son préjudice qu'il estime en totalité à 2,6M€. Si la chambre sociale de la Cour d'Appel a débouté Monsieur Patrick ROURE de l'ensemble de ses demandes, le Tribunal de Commerce a cependant donné droit à une partie de ses demandes (590k€). Compte tenu des fondements retenus par le Tribunal de Commerce, d'une part, et des éléments pertinents justifiant la révocation de Monsieur Patrick ROURE, d'autre part, Guy Degrenne a fait appel de la décision ;
- Contentieux opposant la société Guy Degrenne à la société SARYA, devant le Tribunal de Commerce. La société SARYA a assigné la société Guy Degrenne S.A. pour rupture abusive de son contrat d'agent commercial en 2008. La société SARYA demande réparation de son préjudice qu'elle estime à 835 k€. Le tribunal de commerce de Paris a condamné la société Distribution Guy Degrenne à verser la somme de 550 k€ à la société SARYA au titre de l'indemnité de rupture et à condamner la société SARYA à verser à la société Distribution Guy Degrenne la somme de 100 k€ pour non respect de son obligation de non concurrence, soit une charge nette pour Distribution Guy Degrenne de 450k€. Distribution Guy Degrenne a interjeté appel de cette décision.
- Contentieux opposant la société Guy Degrenne à la société SCHOTT ZWIESEL, devant le Tribunal de Commerce. La société SCHOTT ZWIESEL demande le paiement de factures commerciales pour un montant de 390 k€ plus les intérêts de retard (d'ores et déjà comptabilisées dans les comptes consolidés des exercices 2009 et 2010), mais dont Guy Degrenne conteste le règlement. Guy Degrenne a par ailleurs déposé une demande reconventionnelle de rupture abusive des relations commerciales, et demande le paiement de dommages-intérêts de 1 286 k€ ;
- Plainte pénale déposée par la société Guy Degrenne visant des délits d'abus de biens sociaux, d'abus de confiance, de vols de données personnelles et de recel, visant un ancien dirigeant et un ancien agent commercial du groupe ;
- Plainte pénale contre X déposée par la société Guy Degrenne visant les délits d'abus de confiance, de faux et usage de faux ;
- Plainte pénale contre X déposée par la société Guy Degrenne visant les délits d'accès frauduleux dans un système de traitement automatisé de données.

3.12 Parties liées

Au cours du premier semestre 2011-2012, les relations entre la société Guy Degrenne S.A. et les parties liées, sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 31 mars 2011. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de ce semestre.

3.13 Information sectorielle

En application d'IFRS 8, le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

3.13.1 Segment primaire

Le reporting est construit en deux secteurs issus des systèmes internes d'organisation et qui sont suivit par le principal décideur opérationnel :

- La division "Activités Commerciales-Services support" qui regroupe :
 - o les activités de commercialisation en France et à l'étranger, des produits d'arts de la table aux différentes marques du groupe, l'activité d'achats et de Supply Chain,
 - o les services support du groupe tel que la stratégie, le marketing produits, la communication, la gestion des ressources humaines, la gestion des systèmes d'information, la gestion financière (y compris frais financiers du groupe) et la gestion juridique.
- La division "Activités Industrielles", qui regroupe :
 - o les activités de fabrication en France et à l'étranger, des produits d'arts de la table aux différentes marques du groupe et pour le compte de tiers,
 - o les activités de fabrication de produits hors arts de la table pour les tiers,
 - o les activités de recherche et développement.

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous reprend les chiffres propres à chaque secteur, compris comme une entité indépendante ; la colonne « Éliminations » regroupe la suppression des soldes de bilan et des opérations entre les différents secteurs.

Au 30 Septembre 2011

en €	Commerce-Support	Industrie	Eliminations / Reconciliations	Total consolidé
CA hors groupe	25 747	13 985	200	39 932
CA intragroupe *	4 628	7 325	-11 953	
Résultat opérationnel	-3 844	1 673	-14	-2 185
Résultat net	-4 657	1 506	16	-3 135

* CA intragroupe tel que présenté dans le reporting interne = CA inter-secteur et intra-secteur

Au 30 Septembre 2010

en €	Commerce-Support	Industrie	Eliminations / Reconciliations	Total consolidé
CA hors groupe	26 940	11 644	123	38 707
CA intragroupe *	4 121	7 710	-11 831	
Résultat opérationnel	-3 342	1 710	54	-1 578
Résultat net	-3 748	1 581	3	-2 164

* CA intragroupe tel que présenté dans le reporting interne = CA inter-secteur et intra-secteur

3.13.2 *Segment secondaire***Au 30 Septembre 2011**

en k€	France	Europe	Hors Europe	Eliminations Intra-groupe	Total consolidé
CA hors groupe	37 489	2 136	307		39 932
Actif immobilisé	48 013	733	1 521		50 268

Au 30 Septembre 2010

en k€	France	Europe	Hors Europe	Eliminations Intra-groupe	Total consolidé
CA hors groupe	35 640	2 459	607		38 706
Actif immobilisé	48 105	694	1 492		50 291

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice, ainsi que des principales transactions entre les parties liées.

Fait à Paris,
Le 30 novembre 2011

Thierry VILLOTTE, Président du Directoire

Rapport des commissaires aux comptes